

Par étouffement, par la méthode du « pliage », à coup de taser, par la « parchocage », par balles... Et comme en 1961, la République couvre.

En même temps que le mea culpa de Hollande, la « justice » a déclaré un non-lieu, en dépit des preuves éclatantes à charge, pour les policiers responsables de la mort d'Ali Ziri, de Mahamadou Marega et d'Abou Bakari Tandia. Quant aux responsables de la mort de Zyed et Bouna, ils ne sont finalement accusés que de « non-assistance à personne en danger ». Les policiers dont l'existence et les méthodes inspirent une telle terreur que les gamins revenant d'un match de foot, préférèrent se réfugier dans un transformateur !

Comme il y a 51 ans, on meurt aujourd'hui entre les mains de la police. Faut-il attendre, un autre demi-siècle, jusqu'à 2063, pour que l'État, même du bout de lèvres, reconnaisse ses crimes ?

➤ SUR LE VIF La prison torture !

« Dans le centre de détention de Salon de Provence, j'ai été agressé par plusieurs surveillants qui m'ont rossé de coups de partout sur le corps et étranglé avec un fil, ou je ne sais pas. Je suis tombé dans les pommes. [...] J'étais tout nu au mitard le lendemain matin. La cellule s'est ouverte avec d'autres surveillants qui m'ont rossé de coups. » Transféré au centre de détention de Varenne le Grand. « Le chef m'a dit de porter plainte et que les gendarmes venaient pour m'emmener à la gendarmerie. » Depuis le juge à prononcé un non-lieu. « C'est vraiment dégueulasse on essaie d'étouffer l'affaire car c'est très grave ce qui m'est arrivé, [...] Moi-même si j'avais fait ça, j'aurais été jugé depuis longtemps. C'est le vice de la justice, ils font fonctionner la loi comme ça les arrange. »

Extrait du témoignage de Jamel Maalal
<http://lenumerozero.lautre.net/article2471.html>

➤ RiPOSTE dans les quartiers populaires

Jeudi 4 octobre, dans le square Léon à Paris, des CRS lancés dans une récurrente opération de contrôle d'identité se sont heurtés à la résistance d'une quarantaine de personnes « menaçantes ». Pris à partie, les cogens ont dû appeler des renforts pour se dégager à coups de gaz lacrymogène. Un homme a été interpellé.

Samedi 13 octobre à Nice (06), le contrôle d'un deux-roues par la BAC entraîne la réaction d'une dizaine d'habitants des environs. L'échange est musclé, un flic a le petit doigt cassé, une voiture de police est détruite, une autre endommagée par un projectile.

Vendredi 19 octobre à Clichy-sous-Bois (93), dans la nuit une dizaine de cocktails Molotov ont atterri sur le portail et dans la cour du commissariat. Deux adolescents ont été interpellés et placés en garde-à-voir.

Dimanche 21 octobre à Vigneux (91), trois policiers de la BAC tentent d'interpeller deux individus qu'ils jugent au « comportement suspect ». La police au troussé, les deux hommes s'enfuient direction le quartier de la Croix-Blanche. Sur place une trentaine de personnes exprimeront leur désaccord, prenant à partie les forces de l'ordre, qui molestées feront usage d'une grenade de désencerclement et de gomme-cogne pour se dégager.

Dimanche 28 octobre aux Mureaux (78), deux policiers qui patrouillaient à cheval ont été la cible de jets de pierre. Une personne a été interpellée.

En mémoire de Jamal Ghermaoui...

Il y a un an, Jamal Ghermaoui habitant de la cité du Luth à Gennevilliers s'est fait tuer à l'âge de 23 ans dans sa cellule du mitard de la maison d'arrêt de Nanterre. Une centaine de personnes s'est réunie le 13 octobre devant la prison de Nanterre pour faire vivre sa mémoire et pour organiser la poursuite de la lutte pour la vérité et la justice sur sa mort.

Contact : justicepourjamal@gmail.com ; tél : 06 60 81 50 50.
Info : <http://www.etatdexception.net/?p=2445>

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°113 - novembre 2012

Recevoir ce bulletin par Internet : resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Brebis galeuses ?

« Des "renseignements ou directives" donnés aux tueurs d'un indicateur par des policiers de la BAC nord Marseille relèvent de la complicité d'assassinat » dit l'avocat de la famille qui a déposé une plainte contre X. Après les trafics, vols, compromissions divers, un petit coin du voile se lève sur la collaboration, voire sur l'osmose entre les corps de police et le milieu.

Ce n'est pas la faim qui pousse les hommes à en vouloir toujours plus, mais la gourmandise. L'affaire est sortie dans la presse sur la collusion entre le crime et la police à Marseille, mais en réalité cette collusion est vieille comme le monde, elle n'a pu perdurer jusqu'à maintenant que par la loi du silence et un semblant de normalité dans la société. Cette affaire nous éclaire sur l'état de décomposition d'une nation et de sa police. Il ne faut pas considérer seulement les quelques cas isolés de fonctionnaires de la police ayant cédé à l'appel du bifton, mais voir que c'est tout un système étatique. Un système qui se repose sur une propagande politique et psychologique en vue de camoufler le rôle de la police : le bras armé de l'État. Mais quel homme politique admettra que la police est perméable à l'agonie d'une société qui s'effondre sur elle-même. Ça serait leur faire avouer leur propre immoralité.

Des affaires, comme à Marseille, il fallait bien que cela arrive un jour à force de presser toujours le même citron. Ne nous laissons pas avoir par ce jeu de dupe que l'actuel gouvernement essaie d'installer en nous disant que l'affaire de la BAC de Marseille ne concerne que des cas isolés, la bête va mal achevons-la.

1961 - 2012 - 2063

Le 17 octobre dernier, François Hollande, au bout de 51 ans de négation étatique, a reconnu la responsabilité de la République dans la « sanglante répression » des Algériens qui manifestait en 1961 contre le couvre-feu qui les visait spécifiquement. Hélas, comme toujours avec la gôche, le nouveau-né n'est pas une promesse d'un avenir meilleur, il porte les stigmates du passé. Hollande n'avoue pas le nombre de morts, au moins 200, il ne dit pas que les Algériens battus à mort, jetés et noyés dans la Seine manifestaient pacifiquement. Silence pudique sur le fait qu'au-delà de l'ex-nazi Papon, préfet de police, il y avait le président de la République, l'intouchable Charles de Gaulle qui tirait les manettes.

Au lendemain du 17 octobre 61, Alexis Violet, bravant la répression, a peint sur un quai de la Seine : « Ici on noie les Algériens ». Alexis est mort en 2006, il était membre actif du réseau Résistons ensemble depuis sa création en 2002. Aujourd'hui, il aurait sûrement tagué : « les meurtres étatiques continuent ».

➤ CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Nouvelles violences policières à Clermont-Ferrand

Le 18 juin. Interpellé au bas de son immeuble, Ha, 16 ans, est roué de coups. Emmené au commissariat, il en ressort avec des bleus sur tout le corps. Le lendemain, sa mère, accompagnée d'une traductrice et de l'adolescent, se rend à une convocation à ce même commissariat. Alors qu'elle refuse de signer un papier dont elle ne comprend pas la teneur, elle est jetée dans le couloir par une policière qui la tient par les cheveux. Son fils tente d'intervenir, il est mis en joue et se fait plaquer au mur par 8 policiers, dont un qui lui dit : «*Bouge pas ou je t'éclate.*» La mère tente de s'interposer et reçoit un coup de poing au visage. Tombée à terre, elle est frappée.

Le fils et la mère seront prochainement jugés. Cette dernière a porté plainte. En vain jusqu'à présent... Ici et là, sous Hollande comme sous Sarkozy, la police est partout, la justice...

«Monsieur coup de boule»

Dans la nuit du 6 juillet à Arras, trois baqueux interviennent à la sortie d'un bar de nuit. Alors qu'un flic passe à tabac un individu, un homme tente d'intervenir. Il est frappé à son tour, gazé, placé en garde-à-vue, accusé d'outrage... un cas d'école. Mais voilà, une fois n'est pas coutume, les cognes ont foiré leur tentative pour récupérer la vidéo-surveillance. Les images sont édifiantes, les coups pleuvent, les flics sont déchaînés. Les accusations d'outrage tombent, mais l'homme ayant porté plainte, le parquet est finalement saisi début octobre concernant les violences policières. En attendant un hypothétique procès, ou non-lieu ? la hiérarchie déroule le discours de circonstance, parle de faits uniques, minimise – et les cognes continuent leur travail dans les rue d'Arras. Pour l'anecdote un des baqueux est «surnommé "Monsieur coup de boule" jusque dans les arcanes du commissariat» peut-on lire dans la presse...

2

Sous le soleil chérifien

Le 20 octobre dans la nuit à Rabat, Camara Laye, coordinateur du Conseil des migrants subsahariens au Maroc (CMSM), a été arrêté chez lui, placé en détention provisoire. Camara réside «régulièrement» au Maroc sous couvert d'une carte d'immatriculation. Malgré les garanties présentées et les 18 mesures alternatives à la détention provisoire existantes, le juge l'a maintenu en taule jusqu'au 9 novembre, date du jugement sur le fond. La répression s'accroît contre les organisations de migrants ces derniers mois. Au-delà des militants, harcèlement, rafles, déportations frappent les sans-papiers subsahariens. Dont beaucoup résistent : création du premier syndicat de travailleurs migrants au sein de l'Organisation Démocratique du Travail en mai ; manif à Tagadoum contre les attaques racistes, l'impunité de leurs auteurs, et la passivité des ambassades ; forum des migrants organisé à Oujda les 6 et 7 novembre par le Forum social Maghreb. Entre autres. Les mois prochains seront chauds. À suivre.

Des mal-logés acharnés

Depuis mai un collectif squattait un ex-foyer des PTT au 260 rue des Pyrénées à Paris, mêlant familles et individus avec ou sans papiers en recherche de logement et militants solidaires. Nombre d'actions sur la mairie socialo et des bailleurs «sociaux» ont émaillé ces mois de lutte. Le 260 a finalement été expulsé le 29/10, tous les alentours bouclés. Sous cette menace, une nouvelle occupation avait été tentée le 21/10 rue des Bois. Dès le lendemain soir, flics et pompiers débarquaient. Un garçon monté sur le toit les a retardés et permis un engouement solidaire des habitants du quartier. Sylvain a finalement été gardé à vue, accusé de «violences sur agent, dégradation et refus de signalétique», puis est passé en comparution immédiate avec contrôle judiciaire à la clé. Il est jugé le 7 novembre au TGI de Paris. Une nouvelle occupation a tenu

quelques heures le 4/11 au soir, rue de Charonne, avant d'être expulsée par les CRS. Une fille a été mise en garde-à-vue, et est ressortie après 36 heures avec un procès le 20/12 pour «violence sur agent et refus de signalétique». La lutte continue.

Absolument Défaillant et Nuisible

On se souvient des révoltes le 14 août à Amiens-nord suite à un contrôle routier agressif. 17 flics avaient été blessés dont certains par des tirs de chevrotine. Un prof d'Agon-Coutainville (Manche) a été perquisitionné le 9 octobre et gardé à vue. La police scientifique aurait retrouvé son ADN sur un fusil à pompe qui aurait servi à Amiens mi-août. Sauf que... il était alors en vacances en Bretagne, factures de carte bleue à l'appui. Il a été libéré sous statut de témoin assisté. Un jeune de 21 ans a lui déjà été mis en examen et écroué pour la prétendue présence de son ADN sur une cartouche retrouvée sur le lieu des révoltes. L'ADN est un pur outil policier. C'est scientifiquement prouvé.

➤ SUR LE VIF

Chaïn, lycéen en 1ère ES

raconte sa nuit de 5 octobre à Sucy-en-Brie. «*On marchait lorsqu'une voiture de police s'est arrêtée. Trois personnes sont sorties et l'une d'entre elles a voulu m'attraper le bras. Je l'ai immédiatement enlevé et je me suis mis à courir car j'avais peur [...] J'ai alors reçu un coup à l'œil gauche (d'un policier) et il m'a mis par terre avant de me frapper dans les côtes et à l'arrière du crâne. [...] Ils m'ont dit : on va s'amuser un peu [...] Ils m'ont frappé et pressé les parties génitales. J'ai pensé que j'allais mourir.*» Suite à une plainte de la famille, l'IGS enquête. Parions : encore une affaire qui sera enterrée.



Mahamadou Maréga mort il y a deux ans, commémoration le 1er décembre...

plaqué face contre le sol d'un ascenseur par plusieurs policiers, ses pieds et mains étaient attachés. Il a été asphyxié au gaz lacrymogène, électrocuté par 16 tirs de Taser dont plusieurs en contact direct et matraqué à sang par 17 policiers. Le juge a ordonné un non-lieu. RdV samedi 1^{er} décembre 2012 à 14h, 555 rue Gabriel Péri - 92700 Colombes, accès : RER A La Défense + Bus 272 : Arrêt Place de Belgique. info : <http://collectif-vjvp-mmarega.blogspot.com>

Zone A Défendre !!! Solidarité avec les squatteurs, paysans et habitants de Notre-Dame-des-Landes (au nord de Nantes) qui résistent aux gendarmes et aux CRS depuis le 16 octobre ! Malgré la destruction de la majorité des maisons et corps de ferme squattés, ainsi que des auto-constructions au sol et dans les arbres, la lutte n'est pas désespérée face à l'État, Vinci et le PS ! Les premiers travaux pour la desserte routière de l'aéroport ne doivent pas pouvoir commencer. Grande manif de réoccupation et reconstruction sur la ZAD le 17 novembre dans la matinée. Heure et lieu de rendez-vous restent à définir. Infos précieuses et quotidiennes sur <http://zad.nadir.org>

Free Aurore Martin Deux pétitions pour la libération de la militante politique basque Aurore Martin arrêtée le 1^{er} novembre, et livrée aux autorités espagnoles, où elle risque jusqu'à douze années de prison. <https://12105.lapetition.be/> <http://www.convergencedesluttes.fr/petitions/index.php?petition=27>

Sans papiers en lutte Rassemblements à l'initiative des CSP 92, CSP 77, CSP 12, CSP 95 : les mercredis 7 et 14 novembre - 16 h, place Chassaing Goyan Paris 8e (Métro 9 - St philippe du Roule), vendredi 9 novembre - 14 h devant le PS rue de Solférimo (Métro 12 - Solférimo). Lire le communiqué : www.csp92.fr

Une caisse de solidarité avec les inculpésEs, condamnésEs, enfermésEs..., «La Belle...», frangine des Kaliméros, a été créée en Dordogne. Contact : 06 05 72 65 62 ; mël : labelle@riseup.net

Annulation des sanctions anti-syndicales !

Il y a 10 ans Roland Veuillet a été frappé d'une mutation d'office par l'Éducation Nationale, à 300 km de sa famille, pour avoir soutenu des grévistes. La gôche refuse d'annuler cette sanction. Pour protester contre cet arbitraire, Roland Veuillet s'est invité à Toulouse au congrès du PS. Il engage ensuite une course à pied de 400 km Toulouse- Nîmes. Pétition en ligne : <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2012N25599>

3